

*Le gouvernement argentin élargit
les charges contre les juges et les
anciens fonctionnaires*



La Havane, 11 avril, (RHC)- Le ministre argentin de la Justice, Martín Soria, a annoncé à Buenos Aires l'élargissement d'une plainte contre des juges, des procureurs, d'anciens fonctionnaires et d'anciens membres de l'Agence fédérale de renseignements pour manquement à leurs devoirs et acceptation de

cadeaux.

Sur instruction du président Alberto Fernández, il a demandé l'ouverture d'une enquête le 7 décembre 2022 contre ces personnes, qui se sont rendues en avion privé à Lago Escondido, dans la province de Río Negro, et ont passé un week-end dans une demeure appartenant à l'homme d'affaires britannique Joe Lewis.

Martin Soria a demandé que les faits liés au vol 26917 de Flyzar et à son financement soient analysés.

Les juges Julian Ercolini (Tribunal pénal et correctionnel fédéral 10), Carlos Mahiques (Chambre de cassation pénale), Pablo Yadarola (Tribunal pénal économique national 2) et Pablo Cayssials (Tribunal administratif fédéral 9) ont été dénoncés.

Le procureur général de la ville autonome de Buenos Aires, Juan Bautista Mahiques, et l'ancien ministre de la Justice et de la Sécurité de cette capitale, Marcelo D'Alessandro, ont également été dénoncés.

En outre, le ministre argentin de la Justice a demandé l'ouverture d'une enquête pour avoir offert des pots-de-vin au directeur exécutif du groupe Clarín, Jorge Rendo, à l'administrateur de la propriété de Lago Escondido, Nicolás Van Ditmar, à l'ancien directeur des affaires juridiques du Secrétariat aux renseignements, Leonardo Bergroth, et au spécialiste de la publicité numérique et politique, Tomás Reinke.

Les faits se sont déroulés en octobre, lorsque ces personnes ont pris un avion privé de San Fernando (Buenos Aires) à Bariloche (Río Negro), avec un financement inconnu.

Le groupe a été rejoint par le directeur exécutif du Groupe Clarín et le directeur des affaires juridiques et institutionnelles du groupe et neveu du PDG Héctor Magnetto, Pablo Casey, ainsi que par d'autres personnes non identifiées, selon un communiqué du gouvernement.

Le ministre a demandé des éclaircissements sur les décisions en faveur de Clarín et de Lewis rendues après le voyage par l'un des juges qui faisait partie de la délégation, ainsi que sur la tentative de manipuler les médias et les journalistes pour dissimuler leurs actions illicites.

L'extension de la plainte met en lumière la décision coordonnée de dissimuler la nature des cadeaux et avantages reçus, ainsi que les tentatives de falsification des factures et des documents.

Elle demande également une analyse du non-respect par Cayssials et Ercolini de l'obligation de s'abstenir d'intervenir dans les affaires liées aux membres et aux promoteurs du voyage.

Martin Soria a également mis en garde contre le transfert de l'affaire Comodoro Py (Tribunal fédéral) entre les mains de collègues de l'accusé et le retard frappant du système judiciaire dans la résolution de la demande de l'État d'être considéré comme un plaignant.

Le président en exercice a souligné qu'il en va de l'honneur du système judiciaire, qui "est lent à enquêter sur ses propres membres, mais très prompt à garantir leur impunité".

Source : Prensa Latina

<https://www.radiohc.cu/fr/noticias/internacionales/319314-le-gouvernement-argentin-elargit-les-charges-contre-les-juges-et-les-anciens-fonctionnaires>



Radio Habana Cuba